

Julie Bouchard

Laboratoire communication et politique, CNRS Paris

LA CONTROVERSE MÉDIATIQUE SUR LE DÉCLIN ÉCONOMIQUE DE LA FRANCE

À l'été 2003, la revue *Commentaire* publie «Le déclin français?»¹, un article de Nicolas Baverez, historien et économiste (mais aussi avocat et éditorialiste au *Point* et du *Monde*). L'article reprend les thèses d'un livre *La France qui tombe* qui sort peu après, et qui fera un malheur de librairie². Modèle du genre «essai économique» qui façonne les débats³, le livre de Nicolas Baverez déclenche une controverse immédiate qui dure encore aujourd'hui. Qualifié de «décliniste» et de «déclinologue» par ses détracteurs, Nicolas Baverez incarne une conception pessimiste de l'économie française⁴.

On s'attachera à montrer ici que la controverse médiatique sur le déclin économique, renvoie à toutes sortes de vérités... et à leur contraire. En particulier, ni l'histoire économique, ni les données quantitatives, ni la comparaison internationale, trois grandes ressources mobilisées dans *La France qui tombe*, ne permettent d'établir la vérité sur le déclin une bonne fois pour toutes. Cela invite à relativiser, du moins est-ce ce à quoi nous nous limiterons ici, l'apparente neutralité des discours sur le déclin économique, quels qu'ils soient, en révélant, de manière descriptive, la multiplicité des histoires ou des récits (*stories*) autour du déclin⁵. Cela invite aussi à prendre acte de la pertinence *de l'analyse du discours économique* dans le champ des Sciences de l'information et de la communication pour aborder tout à la fois la création du sens, la prescription de l'action et les représentations à l'œuvre dans la sphère économique⁶.

L'histoire économique de la France, entre instabilité chronique et gestion des contradictions

La France qui tombe est une réflexion sur une situation contemporaine qui utilise l'histoire, l'économie et le genre de l'essai dans un but pragmatique : susciter le changement. Il s'y déploie, sous la plume d'un auteur habité d'une apparente mission patriotique, une évaluation négative de la situation économique où s'entremêlent la description et la prescription dans la perspective d'une action ayant pour but de mettre fin à la situation décriée. «Je ne suis ni un prophète ni un pessimiste, mais tout à l'inverse, un analyste et un optimiste», s'est ainsi expliqué Nicolas Baverez. «Je fais un pari sur l'intelligence des Français, sur leur énergie, et leur imagination pour comprendre les causes réelles des difficultés présentes, sur leur patriotisme et leur capacité à transcender les intérêts corporatistes pour relever leur pays. Il ne s'agit donc pas de se lamenter mais d'agir, afin de reconstruire la puissance de la France dans l'univers du XXI^e siècle.»⁷ Alliant l'analyse et la politique économiques, Nicolas Baverez a aussi pour ambition d'inscrire le constat du déclin dans la durée plutôt que dans l'instant présent⁸. Aussi convoque-t-il l'histoire, en particulier l'histoire économique, pour appuyer sa thèse. Or en exposant sa vérité historique sur le déclin, c'est la réactivation des controverses historiographiques sur le déclin qui s'enclenche.

Le point de départ fait consensus en histoire de l'économie : sur la longue durée, l'économie française alterne les périodes d'expansion et de crise. Toutefois, chez Baverez, l'alternance est interprétée de manière exclusivement négative. Assimilée à une «instabilité chronique» à laquelle est associé «un profond conservatisme», «une extrême difficulté à s'adapter aux grandes transformations» (p. 11), l'économie française est en l'espace de quelques pages et au gré des périodes historiques affublée d'une série de stigmates : «refus d'adapter des structures obsolètes», «immobilisme du monde rural», «balkanisation du tissu industriel», «multiplication des obstacles à la création de grandes entreprises» (p. 12), etc. De la fin du XIX^e siècle à nos jours, et en quelques pages, Nicolas Baverez dépeint un pays qui a manqué le coche de la deuxième révolution industrielle avant de sombrer dans la crise ; qui a refusé, malgré son dynamisme scientifique et technologique, d'adapter ses structures attaquées par l'immobilisme du monde rural ; qui a favorisé l'artisanat et le commerce au détriment de la grande industrie ; qui s'est coupé de l'ouverture économique et qui a ralenti le progrès de la technique et de la productivité par malthusianisme ; qui hait la ville, l'industrie, le capitalisme et l'étranger ; qui est le dernier pays à avoir surmonté la crise des années 1930, comme aujourd'hui celle des années 1970 et de l'après-guerre froide.

Or des historiens de l'économie dits «révisionnistes» ont pris en grippe depuis les années 1960 de telles litanies, se demandant au bout du compte «comment d'ailleurs la croissance française a bien pu se déployer depuis deux bons siècles ?»⁹ L'un d'eux, titulaire de la chaire d'Histoire économique et sociale en Sorbonne, monte au créneau et publie notamment *La guerre des deux France, celle qui avance et celle qui freine* (2004)¹⁰. Jacques Marseille contre-attaque ainsi : «Si les premières Trente Glorieuses ont permis, entre 1945 et 1973, un triplement du niveau de vie des Français, les nouvelles Trente Glorieuses

ont aussi pavé la voie à une augmentation du pouvoir d'achat de plus de 50 % ! À l'encontre des idées reçues et des lamentations convenues, j'ai voulu d'abord montrer que le *progrès* a été aussi vif pendant les années dites *de crise* que pendant les Trente Glorieuses. Contrairement à un mythe tenace, les Français se sont autant, voire plus, enrichis de 1973 à nos jours que de 1945 à 1973.»¹¹ Dans l'esprit de la tendance révisionniste en histoire économique, Jacques Marseille prend en compte à la fois l'existence d'une partie qui avance et d'une partie qui freine, et renvoie à une conception de la croissance qui conjugue à la fois les dynamismes et les blocages. Cela procède de la «gestion des contradictions», surenchérit Jean Bouvier, en ajoutant qu'il s'agit d'un «art où la France n'est pas plus mal placée en moyenne et longue durée»¹².

Des chiffres pour ou contre le déclin ?

Outre les controverses liées aux interprétations historiques, la réalité même du déclin cristallise une partie des débats et prend la forme d'une opposition centrée sur les statistiques. Nicolas Baverez oppose souvent la «réalité» de son constat à la «chimère idéologique»¹³ et revendique la nécessité de «partir de la vérité», de «faire la vérité sur la situation réelle»¹⁴ en conférant aux chiffres le pouvoir de représentation du réel. Aussi, la preuve de la chute advient-elle par le moyen de pages entières de statistiques et d'un usage intensif des classements internationaux, comme l'illustre l'exemple suivant : «Au plan économique, le décrochage est en passe de se muer en déclasserment hors du groupe de tête des pays développés. (...) Il s'inscrit dans un mouvement long de dégradation des performances économiques françaises dont le sens et l'ampleur sont discutables. Ainsi, le PIB de la France qui était de 25 % supérieur à celui du Royaume-Uni dans les années 1970 est désormais inférieur de 9 % (1520 milliards d'euros contre 1659 en 2002). La France se classe en 2001 au 10^e rang de l'Union, au 19^e rang de l'OCDE pour le PIB par habitant (24 000 euros contre 48 100 euros pour le Luxembourg, premier), au 17^e rang du PNUD pour le développement humain (alors qu'elle occupait la deuxième place au début des années 1990). La croissance moyenne depuis 1990 ressortit à 1,8 %, soit le 25^e rang sur les trente pays que compte l'OCDE dont l'activité a progressé de 2,8 % en moyenne.» (p. 69-70)

Le recours aux statistiques ne pose pas problème... à ceci près que les chiffres sont un instrument dont savent disposer les opposants à la thèse du déclin. Ainsi peut-on inverser le regard, tel cet article beaucoup plus nuancé qui commence par un bilan statistique positif : «Quel est encore le poids de la France sur la scène internationale ? Quatrième ou cinquième puissance économique mondiale depuis des années qu'elle est au coude à coude avec le Royaume-Uni, la France se place derrière les États-Unis, le Japon et l'Allemagne en termes de produits intérieurs bruts, voisin de 1 500 milliards de dollars. Quatrième exportateur mondial derrière les trois mêmes pays (historiquement les États-Unis, l'Allemagne, et le Japon, encore que la patrie de Gerhard Schröder se soit hissée cette année, au premier rang mondial des exportateurs), l'Hexagone détient un peu plus de 5 % du marché mondial de produits agricoles.

Première place financière d'Europe continentale et cinquième mondiale, derrière Wall Street, Tokyo, le Nasdaq et la Bourse de Londres, Paris est aussi le 4^e investisseur à l'étranger (derrière l'Allemagne, les États-Unis et le Royaume-Uni). Un rang honorable pour un pays qui demeure la première destination touristique mondiale (devant l'Espagne, les États-Unis, l'Italie et la Chine) avec près de 80 millions de visiteurs chaque année.»¹⁵ On peut aller de même contre la thèse du déclin, tel l'économiste Daniel Cohen qui cite les statistiques du Conseil d'analyse économique: «Baverez prend la perte d'attractivité du territoire pour l'un des signes patents du déclin français, déplorant que les effectifs de l'emploi industriel soient passés de 5,6 à 3,9 millions depuis 1975, *en raison des délocalisations en Asie*, ajoutant que d'autres menaces se profilent du fait que *le rapport du coût du travail est de 1 à 2 avec la Pologne et de 1 à 7 ou à 8 avec la Roumanie et la Bulgarie*. Un rapport récent du Conseil d'analyse économique (CAE), intitulé *Compétitivité*, rédigé par Michèle Debonneuil et Lionel Fontagné, met pourtant en garde contre les jugements trop hâtifs en ce domaine. Si l'on juge un arbre à ses fruits tout d'abord, l'attractivité du territoire français ne pose guère de problèmes. La France est en excellente position en termes d'accueil des investissements internationaux. Elle a reçu 60 milliards d'euros d'investissements directs en 2001, presque deux fois plus que l'Allemagne. Le rapport du CAE ajoute que la compétitivité coût de la France est excellente, s'améliorant de près de 20 % au cours des vingt dernières années, les hauts salaires français étant compensés par une productivité meilleure.»¹⁶ En somme, l'évidence quantitative, qui n'existe sans doute pas ou alors qui demeure hautement problématique, sert aussi bien aux déclinophiles qu'aux déclinophobes.

La comparaison internationale n'est pas raison

Autre pilier de l'argumentaire des déclinologues: la comparaison internationale. On la trouve explicitement à l'œuvre sous une certaine forme (et sous une certaine forme seulement) avec les indicateurs et les classements internationaux. Leur usage, incontesté tant pour les partisans que les pourfendeurs du déclin, a une portée davantage politique que scientifique, car en dernière analyse l'enjeu consiste à qualifier une position de «bonne» ou «mauvaise»¹⁷... En revanche, il existe une critique «épistémologique» de la comparaison qui oppose déclinophiles et déclinophobes et qui a trait plus particulièrement à la référence aux pays étrangers comme modèles.

L'analyse déclinophile est en effet associée à l'idée nécessaire d'une convergence des économies nationales. «La France se trouve engagée depuis les années 1980 dans une phase de déclin, écrit encore Nicolas Baverez, en raison de son incapacité à se moderniser pour prendre en compte la nouvelle donne issue de l'après-guerre froide et du surgissement du terrorisme de masse, de la mondialisation, de la révolution des technologies de l'information et des sciences du vivant, de l'avènement d'une société des risques.» Dans l'analyse de la crise du capitalisme qui s'entremêle à celle de la crise politique de l'après-11 septembre, l'auteur évoque la «violente divergence du système mondial» associée à une

«géopolitique du chaos» (p. 41) et procède à la stigmatisation de la situation de la France par contraste avec les États-Unis: «Aux antipodes des États-Unis qui ont redéfini de fond en comble les orientations et plus encore les principes de leur politique intérieure et extérieure, en appliquant systématiquement l'impératif de la réponse en temps réel et de la flexibilité, la France a choisi d'ignorer la grande transformation du XXI^e siècle, en cultivant le statu quo et la rigidité.» (p. 42).

Quelques acteurs de la controverse vont reprocher à l'analyse ce biais implicite du *one best way*. Deux exemples, pris dans le malstrom journalistique qui a suivi la publication de *La France qui tombe*. Le journaliste du *Nouvel observateur*, Laurent Joffrin, reproche ainsi à l'ouvrage d'être «politiquement à sens unique», de chercher à coller implicitement et le plus rapidement aux «normes mondiales» sans questionner si celles-ci sont «souhaitables, acceptables, justes» et de tenir pour un «fait de nature» la «mondialisation libérale»¹⁸. Dans le même esprit, Daniel Cohen, tout en affirmant ne pas avoir de sympathie pour l'idée de déclin, cite Montaigne et déplore encore dans l'analyse de Nicolas Baverez la pratique de la comparaison ayant lieu sur ce mode: «L'économie, la maison, le cheval de mon voisin, en égale valeur, valent mieux que les miens, de ce qu'ils ne sont pas miens.»¹⁹

Le discours économique comme objet scientifique

«L'activité économique, ainsi que l'a écrit Nicole d'Almeida, ne peut plus se faire, sans se dire, s'expliquer et se conter»²⁰. Corollairement, l'activité économique ne peut plus se comprendre ou s'étudier sans l'analyse des discours qui l'accompagnent. Une brève analyse de la controverse médiatique sur le déclin économique de la France s'inscrit dans ce courant général en s'attachant plus particulièrement à la dimension de la controverse. Cette dernière permet d'aborder l'économie non simplement en unité mais aussi en multiplicité telle qu'elle se pense, telle qu'elle se vit et telle qu'elle se fait réellement sans réifier le mythe de la rationalité économique. Elle montre ici, par un regard en surplomb, que ni l'histoire, ni les statistiques, ni la comparaison internationale n'épuisent en elles-mêmes la vérité sur le déclin.

Ce constat n'a pas pour intention d'invalider les discours sur le déclin économique de la France: l'analyse des discours économiques, du moins telle que nous la concevons, ne se constitue ni pour ni contre son objet mais bien à propos de celui-ci²¹. Elle participe à la dénaturalisation du déclin non seulement en tant que discours mais en dévoilant à travers lui les tensions, les représentations, les idéologies et les croyances qui lui sont constitutives. Cette dénaturalisation a porté ici exclusivement sur le contenu mais elle mériterait d'être étendue aux conditions de production, à la médiation et à la réception *des* divers discours économiques (scientifiques, médiatiques, organisationnels, institutionnels, experts, etc.), multiples donc et irréductibles les uns aux autres.

NOTES

1. Nicolas BAVEREZ, «Le déclin français ?», *Commentaire*, n° 102, été 2003, p. 299-315.
2. Nicolas BAVEREZ, *La France qui tombe*, Paris, Perrin, 134 p.
3. Sur les essais économiques, voir Frédéric LEBARON, *La Croyance économique, Les économistes entre science et politique*, Paris, Seuil, coll. «Liber», 2000, p. 169-173. Sur la définition du genre, cf. Dominique MAINGUENEAU, «Les rapports des organisations internationales: un discours constituant?», in Gilbert RIST, *Les Mots du pouvoir. Sens et non-sens de la rhétorique internationale*, Paris, Presses universitaires de France, 2002, p. 119-132.
4. D'autant qu'après avoir publié *Les Trente piteuses* en 1995, Nicolas BAVEREZ a publié *Nouveau monde, vieille France* en janvier 2006. À l'occasion de ses vœux à la presse durant cette période, le Premier ministre Dominique de Villepin a ironisé sur les «déclinologues» stigmatisant leur pessimisme et appelant au contraire à une «positive attitude».
5. Sur l'économie comme lieu de récits, voir Nicole D'ALMEIDA, *Les Promesses de la communication*, Paris, Presses universitaires de France, 2002; Nicole D'ALMEIDA, «Les organisations entre récits et médias», *Canadian Journal of Communication*, vol. 29, 2004, p. 25-46; Deirdre N. MCCLOSKEY, *The Rhetoric of Economics*, Wisconsin, University of Wisconsin Press, 1998 (1985), 217 p.
6. Nicole D'ALMEIDA, *Ibid.*, 2004, p. 28.
7. Nicolas BAVEREZ, «Le vide politique ouvre un espace à la violence sociale», *Le Figaro Magazine*, 3 octobre 2003, p. 24.
8. Nicolas BAVEREZ, «Regarde la chute et tais-toi !», *Le Monde*, «Dossiers et documents», février 2004, p. 1.
9. Jean BOUVIER, «Libre propos autour d'une démarche révisionniste», in Patrick FRIDENSON et André STRAUS (dir.), *Le Capitalisme français XIX^e-XX^e siècle, blocages et dynamisme d'une croissance*, Paris, Fayard, 1987, p. 15-16.
10. Jacques MARSEILLE, *La Guerre des deux France, celle qui avance et celle qui freine*, Paris, Plon, 2004. Deux ans avant la parution des *Trente piteuses* de BAVEREZ, en 1993, Jacques MARSEILLE a publié un livre au titre optimiste: *C'est beau la France. Pour en finir avec le masochisme français*, Paris, Plon.
11. Entretiens avec Jacques Marseille et Élie Cohen (propos recueillis par Baudouin Bollaert, Alexis Lacroix et Marie-Laure Germon, «Ces économistes récusent le déclinisme et s'affrontent sur les carences de la réforme», *Le Figaro*, 2 février 2004.
12. Jean BOUVIER, *op. cit.*
13. Nicolas BAVEREZ, *op. cit.*, *Le Monde*, 2004.
14. Nicolas BAVEREZ, «Le vide politique ouvre un espace à la violence sociale», *Le Figaro Magazine*, 3 octobre 2003, pp. 24 et 26.
15. Serge MARTI, «La mode du déclinisme», *Le Monde*, Dossiers et documents, février 2004.
16. Daniel COHEN, «Une idée qui ne passe pas», *Le Monde*, 9 septembre 2003.
17. Sur ce point, voir Michel LALLEMENT et Jan SPURK, *Stratégies de la comparaison internationale*, Paris, CNRS éditions, 2003, p. 9.
18. Laurent JOFFRIN, «La France tombe-t-elle?», *Le Nouvel Observateur*, 11-17 septembre 2003, p. 64.
19. Jean-Paul FITOUSSI, «Déclin ou régression sociale?», *Le Monde*, 17 septembre 2003.
20. Nicole D'ALMEIDA, *op. cit.*, 2004, p. 43.
21. Tel que l'a formulé Nathalie Heinich pour l'étude du champ de l'art. Nathalie HEINICH, *Ce que l'art fait à la sociologie*, Paris, Minit, coll. «Paradoxe», 1998, p. 8.